

en considération. Cependant, à mon avis, voilà une priorité d'une nature telle qu'on doit y voir tout d'abord; et non seulement cela résoudra un problème social, mais encore aidera à améliorer toute l'économie.

Quand le ministre parle de priorités, croit-il que la perte de 35 millions de dollars qu'a subie le ministère des Postes relativement au courrier de deuxième classe est plus importante que le versement des pensions de vieillesse? Je me demande si le ministre de l'Industrie croit que la somme de 50 millions de dollars qu'il donne aux sociétés d'automobiles au Canada est de beaucoup plus importante que l'argent qu'on verse aux bénéficiaires des pensions de vieillesse au Canada. Sauf erreur, il le fait pour favoriser l'emploi, mais je crois que le pays profiterait de plus d'emploi si les vieillards avaient de l'argent à dépenser.

**L'hon. Mlle LaMarsh:** Si l'honorable député ne s'oppose pas à ce que je l'interrompe, il est ici un des plus nouveaux députés. Ce n'est pas son premier discours, mais presque, et il est excellent. Ne se rappelle-t-il pas qu'il y a quelques mois, avant qu'il se présente aux élections, la Chambre des communes avait haussé les pensions de vieillesse de \$10 par mois, au coût de 116 millions de dollars par année. Il n'est pas juste de mettre en évidence une somme de 50 millions de dollars et de dire qu'on ne fait rien tandis que, en un sens, notre gouvernement, depuis son accession au pouvoir, a accordé environ 250 millions de dollars de plus en pensions.

**M. Saltsman:** Je reconnais le bien-fondé de la déclaration du ministre, et je ne voudrais pas un instant dire que rien n'a été fait, mais on n'a certainement pas fait assez et on ne l'a pas fait avec courage. Notre pays s'est-il ruiné ou s'est-il appauvri en accordant de l'argent aux vieillards? Jamais au Canada les pensions ont-elles été augmentées sans qu'il s'ensuive une période de prospérité relative. Personne n'a pu rattacher les augmentations des pensions de vieillesse aux ralentissements économiques au Canada. J'aimerais soulever une autre question, et ensuite, je vais laisser aux impatients l'occasion de se prononcer.

Nous parlons d'unité nationale dans notre pays. Nous faisons des déclarations grandiloquentes, tout le monde est en faveur de l'unité nationale et pourtant, à tout bout de champ, nous découvrons des domaines où le gouvernement fédéral n'est pas disposé à prendre une action décisive et audacieuse pour donner l'impulsion nécessaire à la nation. Le gouvernement en a l'occasion aujourd'hui. Il a l'occasion de prendre conscience des dénivellements qui existent dans les revenus au Canada.

[M. Saltsman.]

Il a l'occasion de s'en occuper à l'échelon national et si le gouvernement fédéral ne fait rien, les gouvernements provinciaux se verront forcés d'assumer la responsabilité et l'autorité.

Avec les années, les cultivateurs canadiens reçoivent une part de plus en plus faible de la richesse nationale. Pourtant, nous avons fait bien des choses. Nous avons essayé bien des moyens d'aider les cultivateurs du Canada, mais nous avons ici l'un des rares domaines de la politique nationale où une pension peut être versée à un certain âge à tout Canadien, agriculteur ou travailleur industriel. Ce domaine nous fournit l'occasion de combler l'écart entre l'agriculteur et le travailleur industriel. A mon avis, nous devons la saisir.

J'aimerais signaler que la province de Québec reçoit 87 p. 100 du revenu qu'elle pourrait recevoir, alors que la province d'Ontario reçoit 117 p. 100. Si nous voulons parler d'unité nationale, d'une seule nation, si nous voulons parler d'un rapprochement des citoyens, y aurait-il un meilleur moyen de combler l'écart économique qu'en faisant verser ces pensions par le gouvernement? Ces pensions vont aux cultivateurs, travailleurs industriels, canadiens-français, canadiens d'autres origines et canadiens-anglais. Elles peuvent contribuer, énormément à résoudre certains des problèmes d'aujourd'hui.

S'il y a aujourd'hui un problème pour la Confédération, s'il y a un mécontentement entre les provinces et le gouvernement fédéral, je crois que dans une certaine mesure, c'est un peu notre faute. Ce serait le moment d'être audacieux et de prendre les mesures nécessaires pour montrer que nous voulons contribuer à résoudre tous les problèmes.

(Texte)

**M. Langlois:** Monsieur le président, pour faire suite aux remarques du préopinant, relativement à la pension de vieillesse établie à \$100 par mois, je dois dire qu'il avait raison quand il a fait allusion, tout particulièrement à la fin de ses remarques, au fait que dans la mesure où nous aiderions les personnes âgées de notre pays, elles-mêmes contribueront non seulement à la stabilité économique mais à l'unité qui est en danger chez nous, à l'heure actuelle, et ce en se servant justement du crédit à leur disposition pour rehausser notre économie canadienne.

(Traduction)

Le parti à ma droite a préconisé les pensions de vieillesse d'au moins \$100 par mois. J'appuie la proposition de l'honorable député de